



www.madagate.org
Mahamasina, 25 janvier 2014. Le président de la Transition, Andry Rajoelina, et son épouse, félicitant Hery Rajaonarimampianina, officiellement premier président de la IV^e république de Madagascar. A ce moment précis, tous les espoirs d'un nouveau départ et d'un réel développement étaient permis. Hélas, mille fois hélas...

En 2014, le projet d'appui à la crédibilité et à la transparence des élections à Madagascar, communément appelé PACTE, a décidé de réaliser un film documentaire de plus d'une heure, financé par l'Union européenne. Se voulant être un document historique, ce film relate les différentes étapes du processus électoral de 2013 à Madagascar, afin de servir aux générations actuelles et futures comme outil pédagogique.

Ce film a été produit et réalisé par une équipe de jeunes cinéastes malgaches avec l'appui technique du PACTE. Madagate.org est assez fier que certaines de ses séquences vidéos aient pu être intégrées dans ce film. Comme quoi, le journalisme d'archives tend de plus en plus à devenir un élément essentiel pour l'Humanité elle-même. Et c'est aussi ce qui m'a poussé, en février 2015, à rédiger un dossier à partir d'éléments de ce film initié par Eva Palmans, Coordonnateur PACTE/Chef de programme au Centre européen d'appui aux processus électoraux (ECES).

Dans ce film (le lien sur youtube est : https://www.youtube.com/watch?v=xapRG_hLppU), il y a des interviews brèves, effectuées avant l'élection présidentielle

à deux tours (octobre et décembre 2013) qui ont fait émerger une évidence. Surtout en ce mois d'avril 2018 : le candidat n°3 a trompé tout le monde, à commencer ceux qui ont voté pour lui, par ses belles paroles et ses promesses mirobolantes. Pour imiter P'tit Gibus dans le film d'Yves Robert

« La guerre des boutons »

, actuellement (Ndlr: un an après sa prestation de serment donc), toutes et tous, ajoutés à la majorité des Malgaches clament:

« Si j'avais su, j'aurais pas élu »

En d'autres termes, jamais au grand jamais, il n'aurait dû être président de la république de Madagascar.

L'heure n'est pas aux regrets (qui ne viennent toujours qu'après de toute façon). Mais le tribunal de l'Histoire ne sera pas tendre envers Hery Rajaonarimampianina -et sa bande de cloportes incompetents mais budgétivores-, considéré, dorénavant, comme un plagiaire, un parjure, un diseur de bonne aventure, un individu qui renie son propre passé et un homme qui ne respecte pas la parole donnée. Je rappelle une dernière fois que cela a été écrit en février 2015.

Ayant violé maintes fois la Constitution, considéré par Jean Eric Rakotoarisoa -encore membre du SeFaFi (Observatoire de la vie publique)- comme un candidat de dernière minute et qu'il était effectivement un candidat de substitution (il s'est présenté à la place des docteurs Kolo Roger et Jules Etienne, ayant trop longtemps résidé hors de Madagascar), Hery Rajaonarimampianina n'aurait jamais dû être président élu de la république de Madagascar. Tragi-comique de la situation : actuellement, le même Jean Eric Rakotoarisoa, spécialiste du droit constitutionnel et élu à la soviétique président de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC), est en train se triturer dangereusement les méninges pour trouver de violer une seconde fois l'article 54 de la Constitution sur laquelle celui qui l'a fait roi a juré qu'il la respecterait comme la prunelle de ses yeux.

Pourquoi la seconde fois ? Parce que voici la première fois

Les rédacteurs de cette loi fondamentale, acceptée par voie référendaire en novembre 2010, ne sont pas des insensés. S'ils ont écrit le mot « majorité » sans adjectif, c'est qu'il s'agit d'une majorité mathématique prise dans un groupe spécifique et non individuellement, physiquement. C'est sur cette loi fondamentale que le candidat n°3 par substitution, a prêté serment, le 25 janvier 2014. Il a juré *urbi et orbi* qu'il la respecterait comme la prunelle de ses yeux.

Mais il lui a fallu trois mois pour désigner (choisir plus exactement) Kolo Roger (renvoi d'ascenseur oblige), sur une liste présentée par une entité disparate créée après les élections législatives du 20 décembre 2013. En ayant pris soin, entre-temps, de nommer trois nouveaux membres de la Haute Cour Constitutionnel (HCC) de son quota permis par cette constitution. Le problème est que cette HCC, recomposée comme la famille présidentielle, a carrément renié l'avis de la précédente HCC qui avait stipulé, dans l'avis n°01-HCC/AV du 17 février 2014 portant interprétation des dispositions de l'article 54 de la Constitution, que :

Article premier. - La présentation du Premier Ministre revient au parti ou groupe de partis légalement constitué lors du dépôt des candidatures et ayant obtenu le plus grand nombre de députés aux élections législatives.

Article 2. - Le Président de la République nomme le Premier Ministre formellement présenté par les députés issus du parti ou groupe de partis majoritaire.

Et c'est à travers l'article 3 -ci-après- de l'Avis n°03-HCC/AV du 11 avril 2014, long comme un jour sans pain, relatif à la nature et à la portée de toute procédure consultative engagée auprès de la Haute Cour Constitutionnelle, que cette HCC recomposée a pu
« contourner l'obstacle »

Article 3.- Les avis de la Haute Cour Constitutionnelle, **non revêtus d'effet obligatoire**, n'en possèdent pas moins une haute valeur juridique ainsi qu'une grande autorité morale.

Là, donc, c'est la première fois qu'il a « *courageusement* » renié l'avis de la HCC alors présidée par Jean Michel Rajaonarivony, en déclarant simplement que les avis de la cour étaient « *non revêtus d'un caractère obligatoire* ». Pirouette qu'il n'a pas pu invoquer pour Jean Ravelonarivo, l'ami rotarien, récemment bombardé Général de brigade et choisi Premier ministre à la place du bon docteur Kolo Roger, à l'approche de l'heure du crime (aux alentours de minuit). Ce, grâce à des parlementaires hétéroclites issus d'un parti HVM (« *Hery Vaovaon'i Madagasikara* ») qui n'a jamais existé lors des élections législatives de décembre 2013, car officialisé seulement en mai 2014. Depuis, avec Jean Eric Rakotoarisoa dans la poche (« *in the pocket* »), tout est et doit être conforme à la constitution. Sauf le code de la route, peut-être...

Et si, pour le moment, nous n'en sommes qu'à ces tristes constats, c'est parce que les intellectuels malgaches laissent faire et agissent comme s'ils ne vivaient pas à Madagascar, loin de cette situation dégradante qui n'a rien d'un Etat de droit. Honte à eux !

Cette partie de ce dossier reprend textuellement des scènes d'interviews, **AVANT LES ELECTIONS DE 2013**

,
extraites de ce film documentaire. Réponses à une question précise : Quel devrait être le profil d'un président de la république ? Edifiant... Allons-y.

Femme à Ambalavao Tsienimparihy : Un président de la république doit avoir pitié de son peuple, de son pays mais pas perpétuer la crise.

Homme à Antsirabe : Un président de la république doit être intègre et sérieux.

Hommes à Farafangana : **1.** Je n'ai pas de critère spécifique mais j'aimerais un président qui créera du travail afin que je puisse nourrir mes enfants à leur faim.

2.

Je ne sais pas et je ne m'intéresse pas aux hommes politiques car je travaille la terre.

3.

A mon avis, un président de la république doit être quelqu'un d'ambitieux et de motivé, craignant Dieu ; une personne qui est prête se sacrifier pour le bien de la nation et de son peuple.

Femme à Antananarivo : Un président de la république devrait pouvoir réduire le taux de chômage car le népotisme règne encore dans les entreprises et ne donne pas l'avantage aux gens compétents.

Hommes à Ilakaka : **1.** Franchement, un président de la république doit être quelqu'un qui est déjà riche, et deuxièmement qui se soucie vraiment du bien-être de la nation.

2.

Un président de la république doit être un homme qui peut discuter avec le peuple et écouter les pauvres.

3.

Selon moi, un président de la république doit être un modèle qui sait emmener le peuple malgache vers le droit chemin et qui se soucie vraiment des pauvres gens.

4.

Un président de la république doit être quelqu'un qui respecte les droits de l'homme, qui saura nous faire sortir de la crise mais pas une personne égoïste ne pensant qu'au pouvoir.

Femme à Taolagnaro (Fort-Dauphin) : Je ne sais pas quelle personnalité devrait avoir le président mais ce que je sais c'est que c'est moi qui devrait être président car moi je sais ce qui se passe chez nous.

Homme à Taolagnaro (Fort-Dauphin) : Je souhaite que ce soit une personne sage, pas comme tous ses prédécesseurs élus durant ces 30 dernières années.

Homme à Vangaindrano : Le président de la république devrait être quelqu'un qui veille sur le peuple malgache.

En ce mois d'avril où il ne faut pas se découvrir d'un fil, vous conviendrez qu'après plus de quatre années passées au pouvoir, le candidat n°3 de 2013 n'est pas du tout la personne souhaitée et espérée par ces Malgaches représentatifs des diverses régions de la Grande île. Lui -Hery vaovao- qui avait déclaré, urbi et orbi qu'en 3 à 6 mois il n'y aurait plus de délestage à Madagascar s'il était élu président de la république, il vient encore de permettre un autre vol autorisé au détriment de la population déjà paupérisé à outrance par des factures « incroyables » et à contre-sens de l'ODD (Objectif du développement durable) n°7, consistant en la mise en application effective d'énergies renouvelables propres et moins coûteuses.

En effet, après bientôt 5 ans, alors que le monde entier compte utiliser progressivement des énergies renouvelables (centrales hydraulique, solaire, éolienne), voilà que la société turque AK SAF Power a été « appelée » pour réhabiliter la centrale thermique n°2 d'ambohimanambola. Que dit la « Jirama officielle » ? «

Propriété de la JIRAMA, cette centrale thermique a été mise en service en 2008 mais a cessé de fonctionner en 2015, faute de maintenance. Dans ce partenariat, AKSAF Power prend en charge la restauration de la centrale et la gestion pour les cinq années à venir. La société effectue en même temps un transfert de compétences aux techniciens de la JIRAMA afin que ces derniers puissent à leur tour prendre en main la maintenance de la centrale. La gestion et l'exploitation reviendra entièrement à la JIRAMA après ces cinq ans. La centrale devrait être à nouveau fonctionnelle d'ici mi-octobre 2018. Par ailleurs d'autres centrales de 19 MW en province seront réhabilitées jusqu'à la fin de l'année parallèlement à celle-ci. Ces actions devraient permettre à la JIRAMA de réduire les coûts de production. D'ici 2020, les subventions de l'État pour la JIRAMA devront cesser »

Je ne vais pas y aller par quatre chemins. Le grand bénéficiaire de cette régression autorisée se nomme Jovena (avec un seul « n » à présent). Mais bordelitude de merdoïement analogène (exclamation signée de moi): jusqu'où ce régime Hvm/Rajaonarimampianina va-t-il piller Madagascar ? Ultime « nostalgie » de 2013, ci-après le leitmotiv du candidat Hery Rajaonarimampianina, lors de ses campagnes électorales de 2013. Faites-vous traduire. Merci. « **Hitondra hery vaovao ho anao aho. Hamerina ny fandriampahalemana, hametraka fampandrosoanamaharitra mba tsy hiverenan'ny krizy. Hitondra asa ho an'ny tanora ho tombontsoan'ny taranaka amam-para. Hitondra fanabeazana sy fahasalamana tsara rindra ho an'ny rehetra aho** ». C'est exactement ce qu'il va redire (il n'a jamais brillé pour le sens de l'innovation et de la création) s'il se représente à la prochaine élection présidentielle, sûr de sa victoire grâce à des lois votées via mallettes au Paon d'or (on dirait le nom d'un plat raffiné, non ?), qui risquent, toutefois, de lui jouer un très mauvais tour... Dès aujourd'hui même.

Jeannot Ramambazafy – Article également publié dans « La Gazette de la Grande île » d u samedi 21 avril 2018

